

Monsieur Tauhiti Nena,
Président de Polynesian Boxing Association
et
Monsieur Charles Tauziet,
Président de Tahiti Rugby Union

à

Mesdames et Messieurs les Présidents des fédérations sortives de Polynésie française

Objet : Assemblée générale extraordinaire du COPF du jeudi 23 août 2018

Mesdames et Messieurs les Présidents,

A l'approche de la date à laquelle vous devrez vous prononcer pour ou contre l'adoption des statuts imposés par le Pays, nous tenons à porter à votre connaissance et à votre attention plusieurs faits.

Nous présidents des fédérations de Rugby, de Boxe et de Taekwondo avons été convoqués à une audition le lundi 30 juillet 2018, dont l'ordre du jour était notre radiation du COPF. La convocation pour la fédération de Rugby a été communiquée le 24 juillet et celle pour la fédération de Boxe le vendredi 27 juillet, soit à peine 3 jours avant la date d'audition ! Pour cette raison et parce que nous n'étions pas disponibles à la date imposée, nous avons demandé un report de nos auditions, report qui nous a été refusé. Nous nous sommes donc fait représenter pour ces auditions, qui se sont avérées être de pure forme de l'aveu même du Président du COPF puisque la décision de nous radier avait déjà été prise lors d'une réunion du conseil d'administration organisée dans la précipitation le 17 juillet.

Etant radiées du COPF, mais n'ayant pour l'heure reçu aucune notification écrite officielle, les trois fédérations citées ci-dessus n'ont pas été destinataires de la convocation à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 août, se trouvant de facto exclus alors même que leur reste un droit de recours devant l'Assemblée Générale avant celui des juridictions compétentes. Vous avez certainement pris conscience que ces radiations ne sont pas un hasard du calendrier puisqu'il manquait des voix à la nouvelle équipe dirigeante du COPF pour faire adopter les statuts du gouvernement lors de l'Assemblée générale du mercredi 7 mars dernier, et que sans les fédérations de Rugby, Boxe et Taekwondo, ce sont 20 voix d'opposition qui sont éliminées afin de servir l'objectif du gouvernement.

L'AGE du 23 août est attaquant n'ayant pas convoqué toutes les fédérations affiliées à la date de la convocation et à jour de leur cotisation.

Nous tenons à rappeler les récentes consignes du Conseil des Jeux qui a accepté de lever la suspension de Tahiti à condition que le COPF supervise la sélection des meilleurs athlètes des deux fédérations de Rugby et de Boxe pour les Jeux de Samoa en 2019. L'an dernier pour les Mini-Jeux de Vanuatu, Tahiti a opposé un boycott au rappel de la part du Conseil des Jeux que les conditions pour une fédération pour y participer étaient d'être affiliée au COPF et d'être affiliée à la fédération internationale de sa discipline. C'est ainsi que la fédération de Boxe y a participé sous la bannière du Conseil des Jeux au lieu de porter les couleurs de notre beau pays.

Le COPF qui est censé avoir un rôle de conciliation agit de manière contraire en radiant tout simplement les fédérations qui le dérangent. De surcroît il méconnaît la demande du Conseil des Jeux de concilier les fédérations.

L'étude comparative attentive des statuts actuels et des statuts que l'on veut vous faire adopter le 23 août montre sans l'ombre d'un doute que ces derniers ont été rédigés sur mesure pour éliminer définitivement nos fédérations de la scène sportive, nos fédérations qui oeuvrent pourtant depuis des décennies à promouvoir nos disciplines respectives et à former des champions et toute fédération en désaccord avec le gouvernement.

Quel mépris pour le travail réalisé par nos clubs, nos cadres techniques et nos athlètes. C'est une bien piètre image du sport dans notre pays qui est renvoyée non seulement au niveau local, mais dans le Pacifique et à l'International.

Le Conseil des Jeux s'apercevra que la conciliation demandée s'est transformée en radiation.

Le COPF ne répondra pas aux demandes du Conseil des Jeux puisque il sera impossible de qualifier nos athlètes affiliés aux fédérations internationales.

Ce ne sont pas les fédérations de Boxe, de Rugby et de Taewondo qui empêchent le pays d'aller aux Jeux du Pacifique mais le comportement du COPF qui ne se conforme pas aux demandes du Conseil des Jeux du Pacifique.

Ce n'est pas la radiation desdites fédérations qui permettra aux autres fédérations de participer aux Jeux du Pacifique tant que le COPF ne répondra pas aux demandes du Conseil des Jeux.

Le fait d'adopter les statuts du gouvernement confirmera l'ingérence du politique dans le sport polynésien.

La confiance sera rompue avec le Conseil des Jeux et très difficile à rétablir, Tahiti sera une fois de plus la risée du sport océanien, le boycott des Jeux de Vanuatu ayant déjà fait grand bruit.

Nous souhaitons également vous alerter sur le fait que les pratiques utilisées contre nos fédérations, à savoir la création de fédérations concurrentes, puis le retrait de nos délégations de service public (et de l'agrément pour le Rugby et le Taekwondo) puis notre radiation pure et simple du COPF et **enfin l'adoption de statuts sur mesure pour cautionner ces pratiques, pourront être à l'avenir réutilisées à l'envi contre l'une ou l'autre ou plusieurs de vos fédérations.**

Aucune fédération sportive n'est à l'abri de telles manœuvres dès lors que son Président ne « plaît plus »...

C'est une grande responsabilité qui vous incombera le 23 août prochain, celle de vous positionner pour ou contre ces statuts imposés pour arranger le gouvernement et ses agents de la Direction de la Jeunesse et des Sports qui n'ont pour autre dessein que de placer ou garder à la tête des fédérations sportives des personnes qu'ils peuvent contrôler si ce n'est leur propre personne.

Le chantage aux subventions qui vont cesser dans le cas où ces statuts ne seront pas adoptés, est tout simplement indigne, inacceptable et illégal.

Le monde sportif doit montrer sa solidarité face à l'ingérence gouvernementale et au chantage.

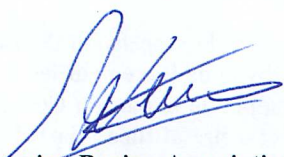
Nous sommes à la croisée des chemins pour décider de quel sport nous voulons pour nos jeunes et quel sport de demain fera la Polynésie française : un sport solidaire et libre de toute ingérence ou un sport contrôlé, soumis et sous la peur de déplaire ?

La liberté et l'indépendance du mouvement sportif n'ont jamais été autant menacées, nous en appelons à votre sens du devoir et aux valeurs sportives que vous portez en tant que présidents de fédérations, pour vous opposer fermement à la dictature du politique en votant contre l'adoption des statuts imposés par le gouvernement.

L'international nous regarde... Notre image dépend de ce que nous ferons et de notre solidarité.

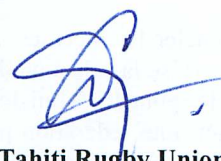
Pour notre part, nous continuerons de dénoncer ces pratiques indignes et de faire appel à la Justice pour défendre notre cause, celle du Sport.

Veillez, agréer, Mesdames et Messieurs les Présidents, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Polynesian Boxing Association

M. Tauhiti NENA



Tahiti Rugby Union

M. Charles TAUZIET